

Les entreprises suisses veulent réduire la bureaucratie

Administratif La Confédération pointe à la 12^e place d'un nouvel index de la bureaucratie. Les milieux économiques exigent des mesures de simplification, présentées ce lundi.

Delphine Gasche Berne

Les entreprises aiment s'installer en Suisse. Et ce, pour différentes raisons: la main-d'œuvre qualifiée, la fiscalité avantageuse, la stabilité institutionnelle, mais aussi le faible niveau de bureaucratie. Une étude du bureau de conseils bâlois BSS, dévoilée lundi, montre toutefois que notre pays peut faire mieux dans ce dernier domaine. Plus de 30 milliards de francs pourraient être économisés chaque année, si les processus administratifs étaient améliorés.

Le chiffre peut paraître énorme. Il doit toutefois être pris avec des pincettes. Les auteurs de l'étude n'ont pas calculé les coûts réels de la bureaucratie en Suisse. Ils se sont plutôt intéressés au manque à gagner pour le pays. Les 30 milliards correspondent à une hypothétique progression du PIB, si la Suisse avait pris des mesures drastiques pour réduire la bureaucratie.

Pour déterminer ce chiffre, l'étude se base sur deux éléments principaux: les réformes à l'étranger et leurs conséquences, ainsi qu'un index de bureaucratie. La Suisse décroche la 12^e place (sur 34) de ce classement. Elle fait ainsi mieux que la moyenne des pays de l'OCDE. Les milieux économiques n'en sont cependant pas satisfaits. Ils ont présenté lundi leurs revendications pour réduire la bureaucratie. Voici les trois principales.

1 Accélérer la numérisation

La pandémie de Covid l'a montré: l'administration est attachée au papier, et parfois même au fax. Pour les milieux économiques, ce mode de fonctionnement est trop coûteux et chronophage. Pascal Meyrat, chef de Softcom Technologies, en sait quelque chose. Il répond à beaucoup d'appels d'offres des cantons ou des communes. «Faire un dossier de



Severin Moser de l'Union patronale, Christoph Mäder d'EconomieSuisse, Fabio Regazzi de l'Union des arts et métiers et Markus Ritter de l'Union des paysans ont présenté leurs revendications devant les médias.

candidature nous coûte dans les 15'000 francs, dont un millier pour la finition, soit l'impression, la relecture, l'envoi, etc. Parfois, ces dossiers sont aussi épais qu'un bon classeur de l'administration. Parfois, il faut y joindre des clés USB. Et souvent, il faut les envoyer en deux ou trois exemplaires.»

2 Standardiser les processus

Numériser le tout est une partie de la solution. Une autre serait de fragmenter les appels d'offres pour réduire le temps investi. Une dernière, de standardiser les processus. «S'il n'est pas possible que toutes les communes ou tous les cantons aient les mêmes plateformes, il faudrait au moins qu'elles soient compatibles entre elles», souligne Pascal Meyrat.

Christoph Mäder, président d'EconomieSuisse, propose une seule authentification, fonctionnant sur toutes les interfaces

entre les entreprises et l'administration. Que ce soit au niveau communal, cantonal ou fédéral.

3 Réduire les réglementations

C'est un peu un mantra des milieux économiques. L'État édicte trop de règles. Et il faut mettre le holà. Fabio Regazzi (Le Centre/TI), président de l'Union suisse des arts et métiers, rappelle que les coûts de cette réglementation – à tous les niveaux – représentent environ 10% du PIB, soit 80 milliards par an. «Plutôt que d'un État-nounou, la Suisse a besoin d'un État svelte avec des lois peu nombreuses et simples.»

Pour illustrer son propos, l'entrepreneur puise dans son expérience personnelle. «Dans mon entreprise, on fabrique des volets roulants et on a besoin de transformer un local de stockage en local de production. À cet effet, on doit déposer une demande de permis de construire qui peut

faire l'objet d'un recours. Est-ce vraiment nécessaire?»

Markus Ritter (Le Centre/SG), président de l'Union suisse des paysans, a, lui, évoqué les exigences bureaucratiques pour les agriculteurs. «Pour un contrôle de base normal, les exploitants doivent présenter au contrôleur six à dix classeurs de documents.» Un travail titanesque pour des microentreprises qui comptent en moyenne 1,4 équivalent temps plein. «Les prescriptions toujours plus complexes les paralysent.» Preuve en est: le nombre d'exploitations agricoles a reculé de plus d'un quart depuis 2005.

Reste que le camp bourgeois est majoritaire au Conseil fédéral et au parlement. Comment se fait-il qu'il n'ait toujours pas réussi à réduire la bureaucratie pour les entreprises? Parce que la gauche sait manier le référendum et l'initiative, répondent en substance plusieurs orateurs.